

## UNE FORMATION EN ECONOMIE DU PATRIMOINE POUR UNE MEILLEURE PROTECTION ET UNE GESTION ADAPTEE DES SITES ET MONUMENTS

Georges S. Zouain \*

### A - Les raisons de l'enseignement de l'économie du patrimoine

Ce qui avait été le privilège de l'aristocratie et de la bourgeoisie éclairée – les excursions et voyages du 19<sup>e</sup> siècle pour découvrir les ruines et le patrimoine pittoresque – est devenu, grâce aux congés payés, tourisme de masse dit « culturel ». De plus en plus friands de dépaysement et de sensations esthétiques, les visiteurs des sites et des monuments se font plus nombreux chaque jour et cet engouement a fini par constituer une des plus importantes activités économiques de notre temps, le tourisme, qui soumet la protection du patrimoine et sa gestion à des contraintes importantes.

Ainsi, si le patrimoine est de plus en plus perçu comme un bien économique à cause de ce que sa présence apporte à l'industrie touristique, ses fonctions et usages économiques ne se limitent pas, loin de là, au tourisme. Le patrimoine consomme, produit et entre en échange avec d'autres agents économiques locaux, nationaux ou étrangers. Il coûte, requiert des investissements et des dépenses régulières. Il contribue ainsi à l'activité économique et peut dans certaines conditions la dynamiser.

Et pourtant, malgré l'importance de cette relation entre économie et patrimoine, la recherche et l'enseignement en économie du patrimoine, qui avaient connu des débuts prometteurs il y a quelques années, semblent maintenant marginalisées par les institutions de recherche et de formation. Les rares tentatives qui ont lieu se concentrent, pour l'heure et malgré les efforts de certains, dans la plupart des cas à une lecture et une analyse du patrimoine comme bien social relevant de l'économie sociale (*Welfare Economics*) de laquelle découle directement les diverses approches d'évaluation de la valeur économique du patrimoine : méthode de la valeur contingente (*Contingency Valuation*), méthode hédoniste, méthode dite du transport (*Transportation Method*).

Cependant, cette vision sociale du patrimoine le considérant comme un bien social public dont la conservation est un devoir national relevant du rôle de l'Etat ainsi que les méthodes d'estimation qui en découlent ne permettent pas de mesurer tout le rôle du patrimoine dans l'économie. Tout juste permettent-elles, et de manière souvent

subjective, d'estimer la valeur d'un bien : valeur d'existence et valeur d'usage direct (visites). Pour maîtriser le patrimoine dans ses fonctions économiques, nous devons passer de l'autre côté de la barrière et regarder le patrimoine avec des instruments purement économiques et comptables.

C'est en effet seulement en considérant le patrimoine comme un bien économique, une marchandise qui produit des marchandises dans un processus de production tout à fait semblable à celui d'autres biens que nous pouvons en connaître le rôle et l'importance économique et, de là, arriver à développer des instruments permettant de meilleurs choix dans sa gestion. Les limites de cette approche sont évidentes : un patrimoine ne doit jamais mourir ; mieux, il ne devrait même pas être consommé et risquer de perdre ses valeurs intrinsèques, non économiques.<sup>1</sup> Cette condition définit les limites de consommation du patrimoine et aide à mieux déterminer la prévision des besoins budgétaires pour sa protection, sa conservation et sa présentation.

Il est devenu ainsi évident que les techniques administratives traditionnelles ne suffisent plus à bien protéger le patrimoine ni à bien le présenter. C'est ainsi que dans certains pays, des notions comme celle de décentralisation, de délégation d'autorité, de rationalisation de la gestion budgétaire, de « business plan » sont devenues coutume dans la gestion des sites patrimoniaux.

Mais en même temps, un patrimoine bien géré et bien conservé peut devenir un excellent acteur de développement économique et fournir un revenu souvent vital à ses propriétaires. Bien intégrée dans l'économie environnante, la gestion d'un bien patrimonial est créatrice d'emplois, entre en échanges avec d'autres secteurs et stimule le développement d'infrastructures, de l'éducation et de la formation, accroît la visibilité et la réputation du lieu et de ses ressources. Mais là encore, les conditions de succès sont importantes : plus l'économie environnante est structurée, plus elle pourra tirer profit de l'usage du patrimoine ; moins elle est apte à l'intégrer, plus la gestion du patrimoine relèvera de l'économie externe.

## B - Quel enseignement ?

Il existe peu – trop peu – d'institutions qui offrent un enseignement en économie du patrimoine culturel. Il en existe plus qui traitent de l'économie de l'environnement, de laquelle découle d'ailleurs l'économie du patrimoine culturel.

La répartition géographique de cet enseignement est inégale et se concentre surtout dans les pays avancés ou du moins dans les pays avancés où le secteur du tourisme est important. Il y a lieu de changer cet état de choses et de développer des formations à différents niveaux et qui s'adressent à ceux qui en ont le plus besoin.

En ce qui concerne sa population cible et de par la nature même des relations entre patrimoine et économie, cette formation ne doit pas s'adresser exclusivement aux spécialistes du patrimoine et à ses gestionnaires, mais elle doit s'ouvrir aussi aux décideurs et planificateurs économiques et régionaux nationaux – de niveau national, régional et local - ainsi qu'aux agents privés du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration, du spectacle et des arts.

Si la recherche et l'enseignement en économie du patrimoine se retrouvent encore dans certaines institutions en France, en Grande-Bretagne, en Australie ou ailleurs, nulle part nous ne trouverons une formation intégrée et encore moins une formation dirigée vers l'amélioration de la prise de décision. Cette dernière ne peut se dégager d'ailleurs que d'une solide connaissance de la théorie économique et de son application sur le patrimoine par le biais de techniques simples et dont les concepts auraient bien maîtrisés.

Sans prétendre pouvoir présenter ici toutes les expériences d'enseignement de l'économie du patrimoine actuellement en cours, le résultat d'une enquête rapide menée entre septembre et novembre 2001 sur l'enseignement de l'économie du patrimoine dans le Monde démontre que la majeure partie des enseignements ont lieu autour du tourisme ou de la gestion du patrimoine.

En plus des enseignements tirés de cette enquête, je voudrais mentionner trois autres – prises au hasard. Tout en étant très différents l'un de l'autre dans la durée et le contenu, ces enseignements se rapprochent plus de l'approche dont nous aurions besoin.

Le premier est celui qui a lieu dans l'Université de Girona et qui forme au niveau du master à la gestion du patrimoine culturel avec une part importante accordée à l'approche économique. Elle consiste en une formation composée de 70 crédits théoriques et 40 pratiques répartis sur deux ans. Ce cours de formation s'adresse aux diplômés universitaires en histoire, histoire de l'art, anthropologie, tourisme, économie et architecture.

La seconde est que met en place l'Institut Universitaire d'Architecture de l'Université de Venise à l'Université Polytechnique de Nova Gorica en Croatie. Il s'agit d'un magistère en « Economie et Techniques de la Conservation du Patrimoine Architectural et Environnemental ». Ce cursus

intègre la formation en théorie économique, en économie régionale et publique avec la micro-économie et la protection et gestion du patrimoine.

Un dernier exemple est à mes yeux la préparation – avortée pour l'instant encore – d'un cours spécifique à l'économie du patrimoine, préparé avec le Williams College de Williamstown aux Etats-Unis. Cette tentative prenait une toute autre approche et se concentrait sur la formulation d'un programme court et intensif qui pourrait être soit inséré dans un programme universitaire sous forme d'unités de valeurs (*credits*), soit servir de cours intensif de formation aux aspects économiques du patrimoine et s'adresser à des décideurs, des fonctionnaires du secteur public responsables du patrimoine, des finances, de l'économie ou du plan. Ce programme est présenté en annexe II.

Il est difficile à ce stade de formuler une proposition définitive de formation à l'économie du patrimoine. Je pense cependant que l'ICOMOS, qui avait déjà abordé ce sujet à plusieurs reprises, devrait s'investir à stimuler la recherche et l'enseignement dans ce domaine et contribuer ainsi à consacrer une approche globale de la lecture économique du patrimoine intégrant le tourisme mais ne s'y limitant pas. C'est à mes yeux une des conditions fondamentales de la bonne protection et de la gestion adaptée du patrimoine.

---

<sup>1</sup> Cette partie est développée dans le texte d'une conférence intitulée « Heritage, Art and Economics, the World Heritage in the Light of Economic Theory » donnée au « Sterling & Francine CLARK ART INSTITUTE » à Williamstown (Etats-Unis) le 7 avril 2000 à l'occasion de la conférence « Compression Versus Expression : Containing and Explaining the World Art ». Cette vision économique du patrimoine a été développée par la suite dans un article publié dans les numéros 69 et 70 de l'année 2002 de la revue « Travaux et Jours » de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban). Une version finale est en cours de rédaction.

### \* Georges S.Zouain

Doctorat en Economie du développement (Paris, 1971)  
Diplôme en planification de l'éducation (Institut international de planification de l'éducation – IIPE), Paris, (1973)  
Fondateur de « GAIA-Heritage (sal) » société de services en économie du patrimoine.

Jusqu'en décembre 2001, Georges Zouain a été directeur à l'UNESCO, chargé de mission en économie du patrimoine et directeur-adjoint du Centre du patrimoine mondial. Il avait auparavant mis en place et dirigé l'Unité des opérations d'urgence de l'UNESCO, conçu et coordonné plusieurs projets patrimoniaux dont les fouilles de sauvetage archéologique du Centre ville de Beyrouth.

- Membre de l'Association of Cultural Economics International (ACEI)
- Membre du Conseil international des musées (ICOM)
- Membre de la section française de l'ICOMOS
- Membre de la Architectural Association (AA, Londres)
- Membre fondateur de la Fondation Nationale du Patrimoine (Liban)

Professeur invité en financement de projets de développement à l'Institut International

### Transparent 1 – Structure du cours de l'Université de Girona

<b>Premier cours</b>		
35 crédits théoriques et 20 pratiques		
Théorie et histoire du patrimoine culturel	Module obligatoire	3 crédits
Droit du patrimoine culturel	Module obligatoire	6 crédits
Techniques de direction et de gestion	Module obligatoire	6 crédits
Investigation, documentation et inventaire	Module obligatoire	6 crédits
Sociologie culturelle	Module obligatoire	3 crédits
Introduction à la conservation et à la restauration du patrimoine cultures	Module obligatoire	3 crédits
Gestion du patrimoine archéologique	Module optionnel	8 crédits
Patrimoine culturel	Module optionnel	8 crédits
<b>Second cours</b>		
35 crédits théoriques et 20 pratiques		
Gestion administrative et économique-financière	Module obligatoire	6 crédits
Diffusion du patrimoine et action culturelle	Module obligatoire	6 crédits
Nouvelles technologies	Module obligatoire	3 crédits
Architecture d'infrastructures	Module obligatoire	3 crédits
Marketing	Module obligatoire	3 crédits
Le marché du patrimoine	Module obligatoire	4 crédits
Gestion du patrimoine archéologique	Module optionnel	8 crédits
Patrimoine culturel	Module optionnel	8 crédits

Transparent 2 a – Résultats de l'enquête sur la formation en économie du patrimoine

N°	UNIVERSITE	NIVEAU	DIPLOME	Orientation principale	u	Matières enseignées (qui relèvent du sujet)
<b>FRANCE</b>						
1	Univ. d'Avignon et des pays du Vaucluse	3	DESS Tourisme, Culture et Développement local	Tourisme (conception projets)	2	Gestion, analyse financière, marketing...
2	Univ. d'Artois	1, 2	IUP Métiers des arts et de la culture – Patrimoine et Tourisme	Tourisme culturel – Patrimoine	3	Interprétation des patrimoines, Offre en Europe, partenaires touristiques et culturels...
3	Assoc. Ecume – ESC Dijon	3	Mastère spécialisé européen en management des entreprises culturelles	Projets culturels généraux et patrimoine	3	Stratégie de l'entreprise culturelle, marketing et comm., valorisation du patrimoine...
4	IEP de Grenoble	3	DESS Direction de projets culturels – Métiers de la culture	+Culture (Socio, éco) – gestion du patrimoine	2	Politique, socio., histoire, éco. de la culture, patrimoine régional, gestion entrep. culturelles...
5	Univ. de Cergy-Pontoise	3	DESS Métiers du développement culturel et touristique	Projets culturels et touristiques	3	Conception, montage, managt de projets culturels et touristiques...
6	Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne	1, 2, 3	Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen	Ingénierie culturelle – Patrimoine	4	Culture et patrimoine, droit, gestion, ingénierie culturelle...
7	Univ. Paris I	3	DESS Européen Culture-Tourisme	Eco / gestion de la culture et du tourisme	4	Eco/gestion de la culture, du patrimoine, du syst. touristique, marketing/gestion activ. cult. et tour.
8	Univ. Paris-Sud Faculté Jean Monnet	3	DESS Droit du Patrimoine culturel	+ Droit – Eco/Gestion	1	Droit du patrimoine, dr. de la ppi culturelle, eco/gestion du patrimoine...
9	Univ. de Savoie - Chambéry	1, 2	Spécialiste en Marketing touristique ou hôtelier	Tourisme (marketing)	1	Aménagt et planification, tourisme culturel et de patrimoine...